

L'industrie verte, le bras armé du capitalisme vert

Macron a lancé le projet de loi de l'industrie verte à grand coût de milliard axé sur les nouveaux marchés de l'énergie verte et financé par un nouveau crédit d'impôt. Pour favoriser son développement, Macron mise sur le ralentissement de l'exigence de la réglementation environnementale et veut diviser par deux le temps des procédures d'installation de sites industriels qu'ils soient verts ou non. Il s'agit là de prendre de vitesse les oppositions et alternatives. Tout cela pour ne pas entraver le mantra du produire plus asséné par le président des riches.

Avant de savoir comment et où on produit, il faut s'interroger pour quels besoins.

En matière de transport, la transition écologique impose en premier lieu de revoir les infrastructures et les matériels qui favorisent le transport collectif partout sur le territoire et en particulier dans les zones périurbaines et rurales.

Macron souhaite développer une filière de production électrique (nucléaire, hydrogène, batterie..) pour satisfaire le marché spéculatif de l'énergie en créant des sites de concentration industrielle qui pourront parfaitement, en fonction des opportunités, aller un jour ou l'autre ailleurs.

Pour l'Union syndicale Solidaires, c'est aller à l'opposé des urgences sociales et écologiques. Il est nécessaire au contraire d'orienter les moyens vers la baisse des besoins en énergie. La priorité doit aller à la rénovation thermique des bâtiments par la filière de l'artisanat de proximité avec à la clé des dizaines de milliers d'emplois non délocalisables. L'investissement doit aller à la formation et notamment via les lycées professionnels.

L'urgence climatique est à la sortie du productivisme et à la redistribution des richesses.

Pour Solidaires le développement de nouvelles industries ne doit pas se faire sur le dos des travailleurs et travailleuses et nous rappelons que dans l'industrie comme ailleurs, nous nous battons pour des augmentations générales de salaires, la fin de la précarité par des embauches, mais aussi des droits nouveaux dans les CSE (tel que le conditionnement des aides publiques).

De plus, pour Solidaires, l'industrie doit servir comme le reste de notre économie à la satisfaction des besoins sociaux et à construire des biens communs, en prévoyant la reconversion des salariées de certains secteurs, sans décider à leur place.

Solidaires se bat pour une transformation en profondeur des systèmes de production et de consommation et développe une écologie pour et par les travailleuses et les travailleurs.